

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Faire grandir l'expression des socialistes contre l'austérité

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 9 mai 2014

Démocratie & Socialisme

Deux ans après avoir chassé Sarkozy, le Président de la République est au plus bas dans l'opinion et notamment dans l'électorat de gauche. Aux yeux du plus grand nombre, il n'a pas réalisé le projet pour lequel ils ont voté et pour lequel il a été élu. Le résultat des élections municipales en a été la traduction sévère.

L'entêtement de François Hollande et de Manuel Valls

Pour montrer que le message des municipales a été compris, il faudrait des annonces sur l'augmentation du Smic, des petites retraites, sur l'évolution de l'indice pour les fonctionnaires, des garanties de réduction massive du chômage et l'allocation de moyens humains et matériel pour la fonction et les services publics... C'est ce qu'attendent des millions de salariés. Pour marquer cette volonté politique en faveur du plus grand nombre et en rupture avec la politique de la droite qui a favorisé les privilégiés, il faudrait desserrer les contraintes européennes et s'affranchir de la « règle d'or » du TSCG : un déficit public limité à 3 % du PIB en 2015, puis à 0,5 % dans les 2 ou 3 ans qui suivront, selon le calendrier que fixera la Commission européenne. Il faudrait une taxe sur les transactions financières qui englobent les produits dérivés plutôt que de les exclure comme le demande la Finance. Pour assurer la cohérence d'une politique de justice sociale, il ne faudrait pas annoncer la baisse des impôts pour soi-disant créer du pouvoir d'achat mais reconstruire une imposition sur le revenu qui soit juste et fortement progressive pour mieux mutualiser les moyens et répartir les richesses.

François Hollande et Manuel Valls s'entêtent dans une politique d'aides massives aux entreprises (quelle que soit leur taille et sans contreparties). La baisse des cotisations sociales n'a jamais permis de faire baisser le chômage. La majorité de gauche n'a pas été élue pour « baisser le coût du travail ». Pierre Gattaz, le patron du Medef n'hésite pas à augmenter ses rémunérations de 29 % (1), tout en se prononçant pour des emplois payés en dessous du SMIC. Le cynisme patronal est total. François Hollande et Manuel Valls semblent impuissants, réduits à attendre un hypothétique « retournement » de la situation économique.

Au Parlement et dans le pays

Cette situation fait le lit de l'extrême-droite et favorise sa tentative de bipolariser la vie politique française entre d'une part UMPS (comme ils disent) et le Rassemblement bleu marine de l'autre (2.) Cette situation n'est pas fatale. Car la vie politique n'est pas faite de la seule communication présidentielle ou gouvernementale. Il y a aussi le rôle des élus et du mouvement social. C'est sur eux que la gauche doit s'appuyer pour reprendre l'offensive à partir de ses valeurs et de ses fondamentaux programmatiques, l'égalité et la répartition des richesses.

Des échéances parlementaires sont devant nous avec l'adoption du collectif budgétaire, la poursuite du débat sur le pacte de responsabilité et les contreparties. **À partir de l'expression de dizaines de députés (dont les 41 qui ont refusé le plan Valls), appuyée par des milliers de militants, la mobilisation des socialistes contre l'austérité doit grandir. C'est la clé de la situation politique, la possibilité d'une alternative pour une majorité PS, Front de gauche, EELV qui existe au Parlement et dans le pays.**

Le 15 mai, dans l'unité syndicale, les fonctionnaires sont appelés à l'action. Cette journée doit servir à exiger une politique sociale juste et un rejet de l'austérité après des années de gel du point d'indice et de non remplacement des départs en retraite.

Le 3 juin, ce sera le tour des retraités. Après le recul de la revalorisation des pensions de janvier à avril avec

Sarkozy, puis d'avril à octobre avec la loi de Marisol Touraine, c'est le gel de la plupart des pensions par Manuel Valls. Cette logique est mortifère et doit être stoppée ! Ni les fonctionnaires, ni les retraités ne sont responsables des déficits ou de la crise. Il est temps de le redire très fort et de revenir vers les principaux responsables. Notre ennemi, c'est la finance !

Il en va de la France comme de l'Europe.

Pour des élections européennes utiles, il faut une majorité au Parlement européen qui s'engage à réviser le Pacte de stabilité, à avancer vers un SMIC européen, à mettre en place une véritable taxe sur les transactions financières pour freiner les excès de la finance. **La place du Parlement européen doit être réévaluée.** C'est lui qui est élu par les citoyens, pas la commission européenne de Bruxelles. Une majorité de gauche en Europe peut s'engager dans ce sens et changer la donne. C'est une question de volonté politique.

Action politique, luttes sociales, élections européennes... à l'issue de cette séquence, le rassemblement des socialistes contre l'austérité organisé les 20, 21 et 22 juin sera un moment important pour reconstruire une perspective pour la gauche en présence de nombreux responsables socialistes (3).

20, 21 et 22 juin Rencontre nationale des socialistes contre l'austérité

à Bellerive-sur Allier (03)

Inscrivez-vous : bellerivejuin2014@orange.fr

Organisez dès aujourd'hui les déplacements à partir de vos départements.

(1) Selon le Canard enchaîné, le président du Medef a augmenté de 29 % sa rémunération de patron de l'entreprise qu'il dirige : une somme passée de 329 189 euros en 2012 à 426 092 euros en 2013 !

(2) Voir l'article de Jean-Jacques Chavigné dans cette lettre de D&S

(3) Gérard Filoche, Jérôme Guedj, Marie-Noëlle Lienemann, Emmanuel Maurel, Frédéric Lutaud, Pouria Amirshahi, Guillaume Balas...